

**Social. La CGT et le SNUI
dénoncent les suppressions de postes.
Trésor et impôts : fonctionnaires
en grève**



Banderoles et revendications, hier, à la trésorerie générale.

Photo Joël Boyé.

Au même titre que nombre d'administrations françaises sujettes aux réformes du gouvernement de François Fillon, il y avait grève, hier, à la trésorerie générale à Tarbes. Les fonctionnaires ont observé une journée de débrayage à l'appel des syndicats CGT et SNUI (Syndicat national unifié des impôts) afin de marquer leur désaccord au sujet de la fusion programmée entre deux entités Trésor et centre des impôts. « Le but inavoué [de cette réforme] est de contribuer à la politique de suppression massive d'emplois publics et qui se traduira par une dégradation du service rendu aux populations », disent les syndicats.

« Après 15.000 suppressions d'emplois entre 2000 et 2007 et au rythme de 3.000 suppressions

d'emplois par an d'ici 2012 au ministère des Finances, les effets seront dévastateurs sur la qualité du service rendu et sur les conditions de travail des agents », déplorent les agents grévistes. « Dans le département, il y a déjà eu 52 suppressions d'emplois », relève José Navarro (CGT-impôts). « À chaque fois que l'on a fait fusionner des services publics différents, l'objectif est de faire fonctionner un service public minimum et à moindre coût », s'inquiète Marlène Arce-Menso (SNUI). Une motion a été déposée, hier, au Trésor qui dénonce « la clôture de la phase d'approfondissement des travaux » engagée avec le ministère des Finances, en clair, la rupture des négociations salariales.

G. Camier.

Social. La CGT et le SNUI dénoncent les suppressions de postes. Trésor et impôts : fonctionnaires en grève



Banderoles et revendications, hier, à la trésorerie générale.

Photo Joël Boyé.

Au même titre que nombre d'administrations françaises sujettes aux réformes du gouvernement de François Fillon, il y avait grève, hier, à la trésorerie générale à Tarbes. Les fonctionnaires ont observé une journée de débrayage à l'appel des syndicats CGT et SNUI (Syndicat national unifié des impôts) afin de marquer leur désaccord au sujet de la fusion programmée entre deux entités Trésor et centre des impôts. « Le but inavoué [de cette réforme] est de contribuer à la politique de suppression massive d'emplois publics et qui se traduira par une dégradation du service rendu aux populations », disent les syndicats.

« Après 15.000 suppressions d'emplois entre 2000 et 2007 et au rythme de 3.000 suppressions

d'emplois par an d'ici 2012 au ministère des Finances, les effets seront dévastateurs sur la qualité du service rendu et sur les conditions de travail des agents », déplorent les agents grévistes. « Dans le département, il y a déjà eu 52 suppressions d'emplois », relève José Navarro (CGT-impôts). « À chaque fois que l'on a fait fusionner des services publics différents, l'objectif est de faire fonctionner un service public minimum et à moindre coût », s'inquiète Marlène Arce-Menso (SNUI). Une motion a été déposée, hier, au Trésor qui dénonce « la clôture de la phase d'approfondissement des travaux » engagée avec le ministère des Finances, en clair, la rupture des négociations salariales.

G. Camier.